



CIPAV

Votre caisse
de retraite

Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse

VOTRE REFERENCE

CI20018346252300

Monsieur Pierre ROSSET
1665 ROUTE DE MONTAUGIER
73290 LA MOTTE SERVOLEX



AD-CI20018346252300

Recommandé AR

Paris, le 12 Août 2016

COMMISSION DE
RECOURS
AMIALE

Objet : Notification de la Commission de Recours Amiable - rejet

Monsieur,

Nous vous informons que lors de sa réunion du 26/07/2016, notre Commission de Recours Amiable a rejeté votre demande au motif que :

Monsieur Pierre ROSSET, né le 08/05/1960, est affilié à la CIPAV depuis le 01/01/2001 en qualité de conseil en relations publiques.

- Il saisit la Commission le 28/01/2016 D'UNE DEMANDE D'ANNULATION DE LA REDUCTION D'OFFICE DE 75 % APPLIQUEE SUR LE REGIME DE BASE DE L'ANNEE 2001.

L'assuré expose : « après enquête interne et auprès de notre cabinet comptable, nous vous confirmons que nous ne possédons aucun document stipulant notre accord pour une réduction de 75 % de nos cotisations pour 2011. Cette décision ayant été prise unilatéralement par la CIPAV et le défaut évident d'information qui aurait dû lui être relatif nous ont amené à confier le dossier à notre conseiller juridique, ceci relevant d'un point de droit important. (ce dernier a d'ailleurs noté que cet état de fait a pu d'ailleurs être considéré comme une décision abusive, puisque vous ne le pratiquez plus depuis 2004). Nous avons d'autre part pu constater via le site « cipav.info » et l'information dispensée par les conseillers juridiques qui y sont rattachés, que ce problème était récurrent, parmi d'autres... »

Il ressort de l'instruction du dossier que Monsieur ROSSET a bénéficié pour sa première année d'affiliation d'une réduction d'office de 75 % sur les cotisations du régime de base et de retraite complémentaire, qu'il n'a pas contesté à l'issue de son inscription à la Caisse.

Il conteste ainsi cette réduction de 75 % appliquée en 2001 sur le régime de base, et indique que « La solution envisageable, qui permettrait de clore définitivement ce litige, serait que nous réglions rétrospectivement le solde des cotisations réactualisées de l'année 2001 ».

Or, l'information de l'application de cette réduction sur la cotisation forfaitaire du régime de base de l'année 2001 figurait sur le courrier d'affiliation adressé à l'assuré au moment de l'inscription.

S'il a pris connaissance de son affiliation, la Commission considère que Monsieur ROSSET a pris également connaissance de cette réduction d'office conjointement avec la faculté d'y renoncer sous quinzaine afin de bénéficier de l'intégralité des droits.

Qu'en effet, sur les courriers d'inscriptions effectives avant le 1^{er} janvier 2004 ; date d'entrée en vigueur de la réforme des retraites de la Loi Fillon ; la Caisse attirait l'attention des ses assurés sur les conséquences de cette réduction de 75 % et de la faculté d'y renoncer, notamment sur la validation d'un trimestre au titre du régime de base et d'un point au titre de la retraite complémentaire.

Par ces motifs :

Les membres de la Commission rejettent la demande d'annulation de la réduction d'office de 75 % appliquée sur le régime de base de l'année 2001.

Conformément aux dispositions des articles R. 142-12 et R. 142-18 du code de la Sécurité sociale, vous avez la possibilité de contester cette décision, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de votre domicile.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Le Secrétaire de la Commission
Sébastien KRAWCZYK